

met), faire revivre le sionisme en Israël, dans les écoles, la législation, etc. (...)

Israël ELDAD,
Yediot Aharonot, 4 novembre 1988.

TERRITOIRES, RELIGION ET DISCRIMINATION ETHNIQUE

(...) Si 1977 est resté gravé dans l'histoire de l'État comme l'année du grand bouleversement politique, de l'accession du Likoud au pouvoir et de l'installation du Maarakh, héritier de l'historique Mapaï, dans l'opposition ; si 1984 a vu l'instauration d'un gouvernement d'union nationale, le mariage de la droite et de la gauche envers et contre toutes les lois de la politique, alors les élections de 1988 ont instauré l'ère de la « révolution orthodoxe » en Israël. Révolution religieuse mais encore « orthodoxe », et non fortuite. Le problème ne réside pas dans les 18 sièges que la population a accordés à tous les partis religieux, mais plutôt dans la douzaine de mandats qui sont revenus aux « orthodoxes » parmi eux. Cela se traduit par l'attribution d'une puissance parlementaire et d'un pouvoir extraordinaires à des partis antisionistes qui, de par leur nature même, se sont opposés à la fondation de l'État d'Israël laïque et n'ont pas accepté, jusqu'à ce jour, l'existence d'un Parlement souverain et laïque. Des rabbins qui en ce vingtième siècle sont capables de jeter l'anathème et de proférer des imprécations les uns contre les autres, qui invoquent le Créateur pour accabler d'injures leurs adversaires et bénir leurs partisans, ceux-là feront pencher la balance et détermineront la nature du prochain gouvernement et son chef de file.

Dix-huit députés religieux siègeront à la douzième Knesset, dont une douzaine de fervents orthodoxes. La plupart n'ont pas fait leur service militaire, et ils déclarent ouvertement leur intention de libérer des obligations militaires un nombre croissant d'élèves des écoles talmudiques. Demain,

ces mêmes personnes peuvent se retourner contre le gouvernement et la Knesset, afin qu'Israël, Dieu nous en préserve, fasse la guerre une fois de plus. Seuls eux et leurs fils n'y participeront pas. Cela ne suffit-il pas à concrétiser l'ampleur du scandale ?

On doit se demander d'où viennent subitement ces dizaines de milliers de voix accordées à ces partis et pourquoi elles ne figuraient pas, la veille des élections, dans les prévisions.

(...) La population a viré à droite, voilà un fait qu'il n'est pas nécessaire de prouver. Le succès des religieux, en général proches des milieux nationalistes, fait partie intégrante d'un phénomène global définissable en termes socio-démographiques : c'est la combinaison de la terre, de Dieu et de la discrimination ethnique. D'une certaine manière, cet amalgame a assuré la victoire du bloc de la droite.

La terre, ce sont les territoires, baptisés non par hasard Judée, Samarie et bande de Gaza par le camp nationaliste. Selon une croyance qui prend racine dans les textes sacrés, ces territoires appartiennent au peuple d'Israël. Le fait qu'un million et demi d'Arabes soient nés et vivent dans ces territoires et se considèrent Palestiniens à tous points de vue, c'est-à-dire comme une entité nationale définie aspirant légitimement à l'indépendance territoriale et politique, ce fait même laisse indifférent tous ceux qui s'accrochent à l'idée de patrimoine. Avec ou sans Intifada, avec ou sans un million et demi de Palestiniens, les adeptes de la loi nationaliste et/ou messianique sont convaincus que ces territoires sont les nôtres et le resteront à jamais.

Dieu est aussi de la partie car, nous le savons bien, il s'est rangé du côté du peuple d'Israël et il nous sauvera de tous les maux, même si le monde entier est contre nous. Il suffit de dire « il faut avoir la foi » et tout se mettra en place. A quoi nous servirait une conférence internationale qui ne conduirait qu'au désastre ? Il est possible d'avoir et les territoires et la paix, Dieu pourvoira au reste.

Ajoutez à cela la discrimination ethnique, dont la responsabilité incombe à la gauche, cette entité globale qui comprend le mouvement travailliste, les kibboutzim, la Histadrout et la Koupat Holim (caisse maladie). Pourtant, depuis 1977, le mouvement travailliste a avoué ses péchés et battu sa coulpe. Il a rectifié ses positions et participé autant que la droite à l'intégration et à l'avancement des immigrés d'Afrique du Nord et de leurs descendants. Mais il n'y a rien à faire, cette chose-là poursuit la gauche, irrémédiablement.

Sans doute l'amère vérité est-elle dure à accepter mais, cette année encore, le vote a été marqué par des caractéristiques démographiques évidentes issues d'un passé lointain. Une partie de la population vote automatiquement pour le Maarakh et plus à gauche, l'autre pour le Likoud et plus à droite. En quelque sorte, un vote tribal, à en croire les spécialistes.

Au total, l'addition de la terre, de Dieu et de la discrimination ethnique a donné les résultats des dernières élections. La gauche est attachée, à juste titre, au principe des territoires en échange de la paix ; mais ce principe est perçu comme une renonciation pure et simple au territoire national ; la gauche ne s'est pas adressée uniquement à Dieu pour garantir la paix et la sécurité d'Israël ; la gauche, qui porte depuis toujours la marque d'infamie de la discrimination ethnique, était obligée de perdre. Le bloc de la droite, qui a su apparemment bien doser terre, Dieu et problèmes ethniques, devrait remporter la victoire.

Ces mêmes ingrédients sont le ciment de la coalition que formera Yitzhak Shamir. Une coalition de la terre (Likoud, Tehiya, Tsomet et peut-être Moledet), de Dieu (les partis religieux et orthodoxes) et des revendications ethniques (manifestes au sein du parti Shas et exploitées comme il convient par le Likoud).

Dans ces conditions, le Maarakh n'a rien à chercher là-bas. Shimon Pérès l'a déjà compris. Et à plus forte raison Ratz,

Mapam et Shinoui. Pour le bien du pays, la sauvegarde de la démocratie et du régime parlementaire, il conviendrait de nommer un gouvernement intérimaire en s'en tenant strictement aux deux grands partis, le Likoud et le Maarakh, sans rotation à la tête du gouvernement. Et cela à condition que le gouvernement siège pendant un temps déterminé, jusqu'à de nouvelles élections régionales. Seule cette méthode nous permettra de nous débarrasser définitivement des petites formations et de leurs chantages, et de former un gouvernement homogène, de droite ou de gauche, ayant une majorité stable et solide au Parlement.

Mais il faut être plus que naïf pour croire que ceux qui détiennent le pouvoir sauront y renoncer dans le seul but d'introduire une réforme électorale si indispensable à l'État d'Israël.

Yshayahu BEN-PORAT,
Yediot Aharonot, 4 novembre 1988.

OÙ EST PASSÉ LE VOTE ARABE ?

(...) Les résultats électoraux dans le secteur arabe prouvent que Maarakh et le Likoud restent encore assez puissants pour gagner la confiance de l'électeur arabe traditionnel. La plus grande surprise de ces dernières élections réside peut-être dans le fait que le Likoud a obtenu un mandat grâce au vote des Arabes israéliens.

A titre d'exemple, près de 13% des habitants du village de Faradis ont donné leurs voix au Likoud. « *Certains ont estimé que le Likoud gagnerait les élections ; ils en ont tiré leurs conclusions* », affirme un villageois.

L'impact du pouvoir est encore plus fort que l'affinité idéologique avec des petits partis sionistes tels que Ratz (qui a néanmoins amélioré son score dans le secteur arabe) ou Mapam. A la veille des élections, on estimait que, dans le secteur arabe, la liste du député Darawshé volerait des voix aux travaillistes ; en défini-